



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du mardi 09 juillet 2024

Délibération n°DE_2024_024

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
6	6	6
Date de la convocation : 02/07/2024		
Pour	Contre	Abstention
6	0	0
Résultat du vote : adoptée		

Le neuf juillet deux mille vingt-quatre, à 18 heures 30, l'assemblée régulièrement convoquée le 02 juillet 2024, s'est réunie au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances (Mairie), sous la présidence de Claire GERY.

Présents : Claire GERY, Roger MOORE, Céline CERTANO, Grégory ARMAND, Robert FORTUNE, Thierry PUILLET

Représentés :

Absents et Excusés :

Conformément à l'article 2121-15 du CGCT, Céline CERTANO est nommée à l'unanimité secrétaire de séance.

OBJET : DÉLIBÉRATION AUTORISANT LE MAIRE A SE CONSTITUER PARTIE CIVILE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de procédure pénale,

Considérant les faits d'abandon illégal de déchets commis le 14 décembre 2020 à 11h19 et pour lesquels la Commune a porté plainte en gendarmerie le 17 décembre 2020,

Considérant que ces faits constituent une infraction pénale,

Considérant qu'une ordonnance pénale délictuelle va être notifiée au contrevenant le 7 octobre 2024 par le Procureur de la République,

Considérant que la Commune a subi un préjudice du fait de l'infraction susvisée, dans la mesure où elle a dû nettoyer l'aire de tri en question et passer du temps à suivre ce dossier, outre le fait que l'action du contrevenant décourage le conseil municipal qui a pourtant fait l'effort de mettre en place des actions précisément dédiées à la prévention de ce genre d'infractions (pose de caméras de vidéo-surveillance, opérations de communications auprès des utilisateurs...),

Considérant qu'il appartient au conseil municipal d'autoriser le Maire à se constituer partie civile au nom de la Commune pour demander réparation du préjudice subi,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1 : Le Maire est autorisé à se constituer partie civile pour l'abandon illégal de déchets sur l'aire de tri appartenant à la Commune dans le dossier portant le numéro parquet 24178-22 et à demander un montant de 200 (deux cents) euro au titre des dommages et intérêts,

Article 2 : Le Maire est également autorisé à accomplir toutes les formalités, à signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des droits de la commune dans le cadre de cette procédure.

Date de transmission de l'acte: 12/07/2024
Date de réception de l'AR: 12/07/2024
026-212602056-DE_2024_024-DE
A G E D I

DE_2024_024

Article 3 : La présente délibération sera notifiée au Maire et sera transmise au représentant de l'État dans le département et à l'autorité judiciaire compétente. Elle sera en outre affichée selon les modalités habituelles.

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an susdits à MONTMAUR EN DIOIS.

Claire GERY
Président de séance

Céline CERTANO
Secrétaire de séance



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Céline Certano, the secretary of the meeting.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.

Date de transmission de l'acte: 12/07/2024
Date de réception de l'AR: 12/07/2024
026-212602056-DE_2024_024-DE
A G E D I

DE_2024_024